



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

03/09/2026

Interview au Monde de Sophie Binet : il est urgent d'attendre les élections !

Nous avons suivi et commenté le récent congrès de la CGT, nous alertions sur la conversion assumée à la collaboration de classe. La récente interview (28 août) au *Monde*, de Sophie Binet, sa secrétaire-générale, confirme, on ne peut après l'appel plus creux du CCN de la CGT fin août qu'il n'est plus question de lutter contre le Capital, mais il est urgent d'attendre.

Dans son chapeau avant interview, le ou la journaliste du *Monde* écrit ceci : « *La secrétaire générale de la CGT s'inquiète de la "torpeur" du pays dans le contexte inédit d'une extrême droite proche du pouvoir par les urnes et veut saturer le débat sur les questions sociales afin d'empêcher une victoire du Rassemblement national (RN).* ». Il serait aisé de lui répondre que beaucoup de travailleurs s'inquiètent de la torpeur de la CGT depuis pas mal de mois face aux attaques sans précédent menées par le relais principal de la classe dominante, l'exécutif macroniste allant de Hollande à Retailleau et parfois de Tondelier à Le Pen, au moment où se construit la destruction finale de tous les conquies sociaux de 45, à commencer par la Sécurité sociale. Cela d'ailleurs se vérifie dans cette intention de « saturer le débat » et pas d'organiser la riposte de classe contre la Bourgeoisie capitaliste et ses fondés de pouvoir. La mise sous l'éteignoir de la lutte des classes nourrit toutes les idéologies participant au jeu (bien fourni en apparence) de la classe dominante, à savoir tous les partis politiques représentés au Parlement, et pas mal au-delà. Ayant, dans le discours, depuis le dernier congrès et, dans les faits depuis un an, après la destruction de la riposte initiée le 10 septembre 2025, substitué la lutte contre « l'extrême-droite » à la lutte de classes contre le Capital, la CGT est désormais franchement sur la route de la collaboration de classe et cette interview ne démentira en quoi que ce soit cet état de fait objectif.

Au fil de l'interview, même habitué au discours convenu, sans épine un tant soit peu révolutionnaire de Sophie Binet, on peut parfois être encore ébahi. Ainsi cette phrase : « *Mais, aujourd'hui, le seul critère d'appréciation du patronat, c'est son intérêt financier.* ». Une phrase précédente : « *Cela confirme que, pour le Medef, il n'y a que l'argent qui compte.* » nous indique qu'il existe de fortes probabilités que la secrétaire-générale de la CGT soit en passe de découvrir la lune : les capitalistes seraient intéressés par le seul profit (ce mot n'est pas écrit, donc fort probablement pas prononcé) ! Il était temps de s'en apercevoir. Mais, il n'y a pas cela uniquement. Dans la citation initiale, le mot essentiel est « aujourd'hui ». Cela signifie, qu'auparavant, le patronat avait d'autres critères d'appréciation que son intérêt financier. On se demande bien lesquels. Il s'agit objectivement de dire qu'avant, lorsque le FN/RN n'avait pas cette importance, fabriquée par les divers gouvernements qui se sont succédé au pouvoir depuis quarante ans en appliquant le même politique ; avant, donc, le patronat était respectable car il ne pensait pas qu'au profit. On aurait tendance à vouloir conseiller à la secrétaire-générale de lire « *Salaires, prix et profit* » de Karl Marx, de s'enquérir un peu de la baisse tendancielle du taux de profit, mais tout cela est peine perdue, on le sent bien. Elle n'est pas là pour ça, tout ce que la CGT écrit depuis qu'elle en est sa principale dirigeante est une mise sous silence de la conflictualité des classes sociales, un plaidoyer pour la « gauche », une tolérance du pouvoir actuel, le pire de la V^{ème} République et une idée fixe sur « l'extrême-droite », sans analyse de la politique actuelle ayant mis en place, d'ores et déjà des mesures à caractère fascisant,

et surtout sans aucune analyse de classe. C'est un choix délibéré et la mission de Sophie Binet depuis son élection à la direction de la CGT est de la sortir des rails de la lutte des classes.

Comme à son habitude, la secrétaire-générale s'attarde sur les questions électorales dans un moment où l'ampleur des coups portés aux salariés nécessiterait de se focaliser sur la lutte plutôt que sur les élections. A la lire, une fois de plus, on se trouve face à une opération semblable à celle de 2010, au moment de la bagarre des retraites : la gauche arrivera au pouvoir et annulera la réforme. Il s'agit de vendre la solution électorale pour mieux cacher que la CGT n'est absolument pas à la hauteur en matière d'organisation de la riposte et de combat contre le Capital. Et de tartiner, comme à chaque fois, la ritournelle de « l'extrême-droite ». Ainsi, les seules critiques formulées contre le patronat dans cette interview tournent autour du fait qu'une partie du patronat est en train de faire la courte échelle à l'extrême-droite ; en-dehors de cela, le patronat ne constitue pas un ennemi de classe, le concept même de classe sociale est d'ailleurs absent du discours de Sophie Binet, et ce n'est pas un hasard. La classe capitaliste, rappelons-le à la secrétaire générale ne fait la courte échelle à personne, elle réfléchit à qui dirigera bientôt le pays en tant que son fondé de pouvoir. Et le discrédit des macronistes, de Hollande à Retailleau, l'oblige à regarder ailleurs et à éventuellement envisager des hommes de paille pris dans d'autres courants idéologiques, le RN est donc une option sur la table pour l'ensemble de la Bourgeoisie capitaliste. Enfin, on ne peut ô combien tiquer encore sur la méconnaissance de l'histoire dont fait preuve Sophie Binet. Dans l'habituelle rhétorique anachronique comparant le RN au fascisme des années 20/30, elle reproche au patronat de ne pas s'inquiéter du risque d'arrivée au pouvoir du RN. Elle a cette phrase : « *Cette amnésie du patronat est honteuse.* ». Le mot amnésie est d'une stupidité sans nom. Le patronat a totalement collaboré avec les nazis entre 1940 et 1945. Il s'agit, là encore, sans le dire tout à fait, mais en le pensant très fort, de théoriser un mythique axe républicain, dans lequel il faut absolument inclure le patronat Foin du Capital, haro sur un des courants idéologiques à son service, en épargnant non seulement tous les autres, mais aussi la classe capitaliste en tant que classe aux intérêts communs, visant une politique répondant à la baisse tendancielle du taux de profit, avec ou sans le RN.

A l'occasion de son discours sur la canicule passée et le manque de moyens que la secrétaire-générale a un constat juste, mais, immédiatement après, une explication erronée prouvant encore son besoin d'épargner les gens en place, afin de désigner un unique ennemi, « l'extrême-droite » : « *Cet été catastrophique est le fruit de dix années de politique d'austérité macroniste, qui ont laissé nos services publics dans un état de paupérisation complet.* ». Oui, c'est le résultat de la politique menée par Macron et les siens au nom du Capital ; mais non, ces gens n'ont pas laissé les services publics dans un état de paupérisation, ils ont patiemment organisé leur disparition. Quant à la riposte, elle n'est encore une fois envisagée que contre le RN et en-dehors des affrontements de classes. Interrogée pour savoir si la CGT organisera des manifestations en cas d'arrivée de Le Pen au pouvoir, Sophie Binet a cette réponse, à la fois dilatoire et tellement éclairante sur le fait que la lutte sociale n'est pas sa préoccupation : « *L'enjeu pour nous aujourd'hui, c'est de tout faire pour empêcher cette victoire du RN. Il n'y a rien d'inéluctable. On a réussi à empêcher leur victoire en 2024, on peut le refaire.* ». L'enjeu est donc non en termes de rapport des forces dans les entreprises et dans la rue, mais en termes de magouilles électoralistes, comme en 2024. Cette « stratégie » n'a d'ailleurs pas fonctionné. Le regroupement de tous les partis, y compris ceux en place, a permis seulement un recul afin de mieux sauter et la politique prônée par le RN a partiellement déjà été mise en place depuis 2024 et le même RN a participé à la large majorité au Parlement qui soutient le gouvernement.

Ensuite, les éléments de langage utilisés sont ceux de la social-démocratie. Ainsi, la secrétaire-générale se demande naïvement : « *Pourquoi le gouvernement ne veut-il pas prendre l'argent là où il est ?* », alors qu'on se fatigue à tenter d'expliquer, car c'est très simple, il n'est pas là pour ça, il applique la feuille de route du Grand Capital, consistant à taper dans le travail vivant à cause de la baisse tendancielle du taux de profit. Et, pour ne rien gâcher, nous avons droit au sempiternel : « *Dans notre pays, les richesses sont mal réparties : le problème est là.* ». Eh non, le problème n'est pas là. Le concept de « *répartition des richesses* » ne sert uniquement à cacher la vraie question : qui crée les richesses et qui en tire profit ? Les prolétaires créent les richesses et les possesseurs des moyens de production et d'échanges, c'est-à-dire les capitalistes, ils en tirent profit. La question n'est pas de mieux répartir les richesses, mais d'exproprier les capitalistes et de socialiser les moyens de production et d'échanges.

Le constat, parfois juste : « *Le macronisme est un cauchemar sans fin pour les travailleurs : chaque année, le gouvernement et le patronat nous font les poches alors qu'elles sont de plus en plus vides.* » ou encore : « *Pour des millions de salariés, c'est la rentrée de l'angoisse : les prix continuent à augmenter. Ils vont devoir choisir pour leurs enfants entre un nouveau cartable et l'inscription au football.* », n'entraîne pourtant pas la direction de la CGT à appeler à une large riposte des travailleurs, sans concession et de manière déterminée, encore moins à

l'organiser. Sophie Binet évoque des dates, en particulier le 29 septembre, mais s'en tient là. Et, évidemment, le journaliste ne pense pas à lui demander si elle pense que cela suffit, ni si c'est à la hauteur des enjeux. Enfin, on ne peut qu'être frappé par cette phrase suivant l'appel aux agents publics à se mobiliser le 29 septembre (appel à une journée noire par la grève, par la grève la plus forte possible) : « *Montrons-leur ce qu'est qu'un pays sans hôpital, sans collège, sans université, sans éboueur, sans administration et sans sécurité.* ». Cela part d'un bon sentiment, mais c'est complètement coupé du réel. Il n'existe aujourd'hui, sans aucune grève, des journées sans hôpitaux, des bacheliers sans universités, des élèves sans cours au collège. Malgré certains mots, il semble que la direction de la CGT ne mesure pas l'état réel de la catastrophe sociale dans ce pays, en termes de destruction des services publics et de la Sécurité sociale. A vivre trop loin des prolétaires, même et surtout en voulant parler en leur nom, on passe totalement à côté de leur vie réelle, ceci est quand même embêtant quand on est dirigeante d'une organisation qui se réclame encore parfois de la lutte des classes.